

Faire-Pays

ÉLOGE DE LA RESPONSABILISATION

∴ Patrick
∴ CHAMOISEAU

Faire-Pays

ÉLOGE DE LA RESPONSABILISATION

Organisme narratif

EXTRAITS

*L'ouvrage intégral sera publié chez Le teneur (K. Éditions)
À paraître en mars 2023.
www.keditions.com*

Patrick Chamoiseau
Faire-Pays, Éloge de la responsabilisation
© K.Éditions, Le teneur, 2023
Conception © Jean-Marc Rosier
Maquette : Kno972 & Kiron Key
Traduction en créole :
Jean-Pierre Arsaye et Jean-Marc Rosier,
de l'Akadémi Kréyol Matinik
Crédits de couverture © Alienvally
www.keditions.com

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.



Il ne faut pas essayer de fixer l'Homme, puisque son destin est d'être lâché.

Je dois me rappeler à tout instant que le véritable *saut* consiste à introduire l'invention dans l'existence.

Dans le monde où je m'achemine, je me crée interminablement.

Mais je n'ai pas le droit de me laisser ancrer.

Je n'ai pas le droit de me laisser engluer par les déterminations du passé.

FRANTZ FANON



Comment ne pas se rendre compte qu'il est des moments où un peuple doit se placer sur le chemin de sa propre histoire, celui où la nécessité et l'aspiration à la liberté forment un nœud ?

Les vrais amis du peuple guadeloupéen ne pourront se révéler qu'au travers de cette expérience de responsabilisation.

CYRIL SERVA

La modernisation de la France passe-t-elle par un assainissement de ses liens aux contrées qu'elle baptise "Outremer" ? Ces rives ainsi nommées peuvent-elles s'ouvrir à l'élaboration d'une présence digne au monde ? La Guadeloupe, la Guyane, la Réunion, la Martinique..., toutes ces terres médusées dans l'ombre de la France, pourront-elles de nouveau inspirer leurs habitants ?

À ces questions, nous répondons "oui", – mais à la condition de se saisir du "Politique" dans sa dimension noble.

Le Pays, le Lieu, la conscience Politique

Nous habitons chacun, un côté, une rue, un quartier, une commune... ils s'articulent à des endroits aimés qui nous assurent d'une joie : celle d'y séjourner. Ces topographies se meuvent dans notre vie et la remplissent de paysages. On y rencontre des gens, connus ou inconnus, affections échangées, émotions circulantes... De la sorte, on habite une terre natale. Celle-ci nous habite en retour d'une continuité de perceptions historiques, culturelles et sociales. Elles cristallisent

des cadences personnelles, des moments collectifs, qui se joignent pour installer parmi nos sensations la base de notre “Lieu”.

Quel est-il ?

Le “Lieu” n’est pas ce “territoire” géographique que constitue une terre natale. Plus vaste et bien plus complexe qu’elle, composé autant d’assises topographiques que de substances sensibles, le “Lieu” enveloppe la terre natale, la dépasse par la vie de l’esprit, et constitue ainsi le seuil inaugural à partir duquel le monde nous *appelle*, nous concerne pour ainsi dire, et s’ouvre aux aventures de notre vie. Il n’en finit pas de grandir au fil de notre existence, d’agrèger dans notre esprit des endroits rencontrés et aimés, éprouvés, fantasmés, à mesure de nos accomplissements dans le tissu de la planète.

Nous avons donc, chacun, une terre natale auréolée d’un “Lieu” qui nous relie au monde.

Mais cela ne suffit pas à nos accomplissements.

La terre natale, sensible en soi, induit un limon culturel territorialisé, innervé de racines, mais bien offert aux projections. Celles-ci se mettent en branle quand *une pensée Politique* soulève le territoire natal vers la partie la plus haute de l’esprit, là où règne (parmi les extensions imaginantes du “Lieu”) une dignité du vivre. S’amplifie alors en nous ce *grand Désir* où “l’être” et le “devenir” n’en finissent pas de négocier.

Le grand Désir transcende les pulsions de la sécurité, de la sexualité, du boire et du manger.

Il élève en nous ce qu’il est possible de penser, qu’il est urgent de faire ou de défaire.

Il installe en chacun la base de tous les “devenirs” : la maturation agissante du “Lieu”.

Avec lui, un espace politique sublime alors la terre natale, éveillant le sentiment de faire “peuple”, et, par la conscience que ce peuple a de lui-même, de faire “nation”. En intuition, en volonté, en imagination, *un Pays* se compose.

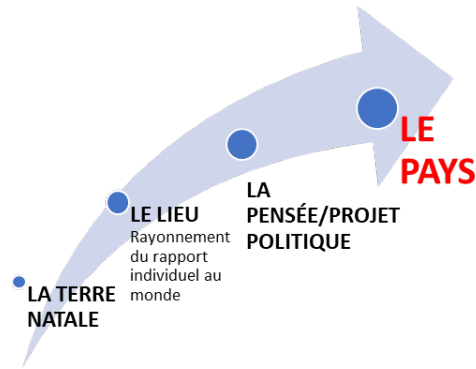
Avec une majuscule.

Sans pensée politique, aucun Lieu n’atteint à sa maturité.

Aucune terre natale ne s’élève aux étiages du Pays.

Qu’est-ce qu’un Pays avec une majuscule ?

C’est une partition que chacun joue en soi, qui invente chacun et le relie aux autres, et qui précise (de l’aiguillon d’un rêve) le clavier d’une conscience. L’espace politique, né de toutes les consciences se partageant une même terre natale, est une conscience commune. Dès lors, comme peuple et comme nation, on habite un Pays : une présence collective active dans son époque, active sur sa planète. En nous, le rêve s’enchant. En nous, l’idéal donne. En nous, la conscience est chercheuse. En chacun, le Pays se magnifie par les alchimies du “Lieu” qui expérimente l’amplitude planétaire de ses ailes. L’appel du monde s’écoute, se vit enfin.



En assomption d’une aube engendrée par soi-même.
En poétique d’un autre commencement.

Hélas, dans nos terres natales, dites d’Outre-mer, encore serrées dans l’ombre de la France, donc dépourvues de ce rapport au monde que constitue le Lieu, nous n’avons pas connu cela.

Une monstruosité

Les politiques mises en œuvre depuis la loi dite de départementalisation en 1946 ont remodelé les vieilles colonies françaises en départements, régions, collectivités ou territoires “ultramarins”... L’intention aurait pu être louable. Seulement, il n’est jamais aussi simple que cela de transformer des colonies.

Qu’est-ce qu’une colonie ?

C’est une “chose” qui surgit d’une trajectoire de conquête et de domination. Son vœu est prédateur, et son essence n’est rien d’autre qu’une implacable mécanique mercantile. Toute colonie est d’emblée située, avec tout ce qui l’anime, dans un “ailleurs” dépourvu de scrupules. Dans cet “ailleurs”, il n’existe ni Civilisation, ni Morale, ni Droit, ni Humanité, ni la moindre attention au Vivant...

Nos terres, ainsi frappées de damnation inaugurale, ont été généreusement sorties de ce non-monde pour accéder à la “bienveillance” d’une Métropole exploitante. Avec plus ou moins de paternalisme ou de ce fraternalisme dont a parlé

FIGURE 1- Processus du Faire-Pays. F. Fanon illustre bien cette idée : né en Martinique (Terre natale), son rapport au monde (son Lieu) l’a ouvert aux peuples dominés (damnés de la terre, Tiers-monde), sa pensée politique décolonisatrice lui a offert un “Pays” qui fut l’Algérie, laquelle devint aussi sa seconde terre natale. Sans pensée-projet politique, la terre natale et le Lieu demeurent stériles.

Durant les décolonisations des années 50, cette germination d’une “conscience politique” d’où surgit un “Pays” n’a trouvé d’accomplissements que dans des “nationalismes”. Une issue étriquée qui se maintient encore, chez les peuples attardés sous une domination, dans une trame de simplifications excluantes, inaptés à vivre ce que le monde ne cesse de devenir. Mais ce Pays majuscule dont nous parlons – cette rencontre d’une terre natale, d’un “Lieu” et d’une projection Politique – reste malgré tout intact, disponible, là où il peut encore se vivre dans l’oxygène ascensionnel de sa naissance.

Césaire, les politiciens français de l'époque, confrontés aux souffles de la décolonisation, se sont efforcés de résoudre une équation insurmontable : développer à leur image nos contrées corrompues en les rapprochant d'eux par le sas d'une fiction. Elles sont alors devenues de simples provinces de l'Hexagone, situées dans l'au-delà des mers.

On aura beau recourir à tous les biais envisageables, cet artifice conserve un nom : colonialisme. Nous ne sommes plus dans les brutalités originelles de la proto-colonisation ; seulement, c'est sa matrice qui préside aux changements et gangrène l'intention. C'est elle qui avait commandé, lors des abolitions de 1848, une indemnisation de chaque esclavagiste et le maintien de la structure agraire. C'est elle qui se refuse aujourd'hui encore à toute idée de réparation malgré la persistance des effets de ses crimes. C'est encore elle qui s'est glorifiée de cette loi de 1946 comme d'une décolonisation d'un nouveau genre : de celle qui évite la gangrène coloniale sans amputation guerrière et sans tortures, par un simple artifice narratif.

Le souffle dominant de ces années de décolonisation en était à "la fin des empires coloniaux" sous l'affirmation triomphante des "États-nations". Des indépendances furent proclamées comme autant de soleils. Le monde fut ainsi redessiné sous un ensemble de dictatures postcoloniales, de démocraties hâtives et de républiques incertaines, parfois laïques, quelquefois religieuses, mais toujours, hélas, d'engeance capitaliste.

Pour les colonisés de cultures très anciennes, la décolonisation consista à rompre avec la puissance envahissante en retrouvant les "racines" d'avant son arrivée et en récupérant, à l'identique, les instances de pouvoir que celle-ci se voyait forcée de déserrer. Liberté et nationalisme (sous mimétisme État-nation à l'occidentale) se conjuguèrent partout sous des fortunes diverses. Mais pas pour nous.

Pourquoi ?

À cette époque, les colonialistes ne connaissaient que les peuples ataviques, ceux dont l'ancienneté (nécessairement barbare) remontait, à leurs yeux, de ténèbres millénaires : ceux-là étaient clairement hors de l'humanité, on pouvait donc les y ramener, les détruire ou les civiliser. En revanche, les surgissements bâtards, les mélanges proliférants de nos contrées lointaines, leur étaient illisibles. Les colonialistes ordinaires ne percevaient chez nous que du limon de génocides, restes de déportations, migrations emmêlées, accidents historiques, hybridations hagarées et métissages inconséquents... un enchevêtrement dont ils étaient partie prenante, et qui nous mettait, vis-à-vis d'eux, "dehors" et "dedans" en même temps. Ce que nous étions devenus avait fermenté dans la marmite des plantations, laquelle avait concassé ensemble les maîtres et les esclaves, les dominants les dominés, débordé hors des nomenclatures, évolué à l'insu de ceux qui le vivaient, faisant de ces petites colonies françaises des "choses" indéchiffrables.

Incapable d’y soupçonner des entités distinctes (peuples inattendus, nations d’un nouveau genre, limbes de Pays à venir), l’esprit de 1946 s’était mis en demeure de les “assimiler”, ou s’il fallait actualiser le terme : de les “intégrer” – ce qui en la matière expansionniste et civilisatrice signifie : les dissoudre.

Pour ceux d’entre nous qui réclamaient la “citoyenneté française”, la stratégie visait à désarmer la toute-puissance des planteurs post-esclavagistes de l’époque. Tout l’existent de nos contrées dominées (sols, animaux, humains, infrastructures, production, rituels, symboles et célébrations) était formaté au service de leur prééminence, surtout de leurs enrichissements, lesquels assuraient la démultiplication de ceux de leur “Métropole”. Ces coloniaux voyaient donc d’un mauvais œil toute introduction d’une quelconque législation sociale, tout comme ils refusaient une irruption républicaine qui supposait l’égalité de tous, que l’on soit blancs noir mulâtre indien hindou africain ou chinois... Et pire : ils étaient terrifiés par la perspective de mélanges biologiques et sociaux.

Avant et après la loi de 46, les descendants de colons et d’esclavagistes mettront en œuvre leurs influences considérables pour contrer l’enfer de cette transformation. Dès lors, l’essentiel des forces progressistes de nos terres (mutualistes, communistes, socialistes) entamera une longue guerre de tranchées pour obtenir une citoyenneté qu’il fallait arracher maille après maille à la chère “Métropole”. Ce vœu de citoyenneté protectrice

était devenu un idéal démesuré : elle n’était pas seulement biologique matérielle culturelle économique ou sociale : elle était quasi “existentielle”, et pour tout dire : humanisante. C’est cette course – de fait “assimilationniste” – qui servira de “politique” à nos forces de progrès, partis et syndicats, durant des générations de luttes et d’espérances.

(...)

Aujourd’hui, en ce 21^e siècle, une évidence nous fixe : *l’assimilation totale s’est prouvée impossible*. L’écart existentiel entre le soleil tutélaire et ses planètes captives demeure, à tout point de vue, incalculable et triste. Notre génération en confronte aujourd’hui l’ultime convulsion. Cette monstruosité que l’on crie : *Outremer*.

Un système et un syndrome

Nous revenons d’un tel abîme qu’il y eut malgré tout, à partir de 1946, ce que les économistes appellent “modernisations” et “améliorations des conditions sociales”. Seulement, dans nos terres sommairement requalifiées, des forces obscures, tombées de la matrice originelle, sont demeurées actives, souvent d’une sorte identique malgré des contextes différents. Selon que l’on se trouve en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à la Réunion, en Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Saint-Pierre et Miquelon ou encore à Mayotte..., ces forces se sont mélangées et ont très vite fait “monstre”. Comment ?

En combinant *un système* et *un syndrome* que nul ne parvient à défaire.

Voyons d'abord ce qui a fait système

Pour en esquisser des dorsales, il faut négliger les détails et ne distinguer que les forces apparentes. Au cœur de la variété de figures existantes (départements, régions, collectivités spéciales, territoires de toutes qualités) on retrouve cette configuration infernale : des “pouvoirs” locaux sous-ordonnés dans un moule jacobin ; un grand port maritime, constituant un col d'étranglement dont le clapet se tient dans le sens des entrées, exerçant une logique de comptoir digne des antiques Compagnies coloniales, où règne un oligopole de transporteurs et des syndicats de dockers tout-puissants ; une science protéiforme des containers, drainant d'in vraisemblables bazars qui repaissent des névroses ; un maquis d'exonérations gavant quelques lobbies et d'obscurs monopoles de filières, dans une asthénie de la production locale ; un tourisme industriel, embarrassé à se trouver une âme, et qui danse et qui chante quand accostent les paquebots ; une situation agraire restée jumelle des cadastres coloniaux, exhaussant une structure sociale rescapée des époques ténébreuses, sous un palimpseste d'apartheid et de prééminences...

Autres forces agissantes : perfusions câblées ou moléculaires avec la “Métropole”, déversant une masse de transferts qui assurent la gloire économique des mêmes par-dessus

la *frénésie* consumériste du plus grand nombre restant ; focale unique, réglée en loupe sur la seule “Métropole”, laissant le monde et ses défis hors champ ; dépendance alimentaire extrême née d'une agriculture de monolithes d'exportation, bourrés de pesticides, ne disposant d'aucune équation commerciale autre que celle de la subvention ; dépendance énergétique totale qui se paye en millions ; dépendance organisationnelle n'ouvrant qu'aux mimétismes ; fiscalité perverse qui entretient l'hyperconsommation pour abonder (à coups d'octrois de mer) le budget indigent des collectivités ; isolement au cœur des berceaux géographique, géopolitique, géostratégique, et même géoéthique ; activité culturelle sous-équipée, sous financée, errant dans le spectacle, l'animation et le divertissement, le tout sanctifié de militances identitaires...

Et cætera ! Et cætera !

Les normes appliquées à l'existence de ce monstre sont celles des régions européennes développées. Elles sont mises en œuvre par des administrations hexagonales où officient hommes, femmes, cabinets et organismes, experts sans doute de volonté très bonne, mais qui fonctionnent sans données fiables, sans tableaux de bord, sans statistiques sérieuses, et qui n'ont d'autre culture de ces exoplanètes qu'un ramassis d'images et de bons “sentiments”... Partout (dans le transport maritime ou aérien, le BTP, l'agriculture de monolithes subventionnés, dans l'import-(export), dans les

services vivant de rentes et dans l'alimentaire...) règne une pratique commerciale dont les prix pratiqués, les profits et l'esprit, pourraient être qualifiés (par quelque pénaliste sourcilleux) de "bande organisée"...

Et cætera ! Et cætera !

Comme nos sociétés n'échappent pas aux évolutions du monde, surtout à ses involutions, ces dernières les atteignent de plein fouet. Les méfaits du capitalisme-monde s'y retrouvent sous des intensités telles qu'ils deviennent des structures : décompositions rurales autour de stations-service, mini markets et HLM ; proliférations urbaines spéculatives avec des matériaux mal adaptés à nos climats ; sous-équipement général, à commencer par ceux du logement décent que l'on tente de régler en sacrifiant des terres agricoles ou de belles écologies paysagères ; indigence des services publics, tel celui de la santé que la pandémie n'a fait qu'exacerber ; perte générale du sens et vide existentiel entraînant des pics de dépressions et des troubles mentaux ; pauvretés précarités misères et inégalités se décuplant dans une convergence qui pulvérise les normes de l'INSEE ; chômage massif dans toutes les classes d'âge, à commencer par celles des jeunes et des femmes bien entendu...

Les misères induites par la "situation-monde" aggravent leur tranchant sur les crêtes archaïques du système outremer. Le tableau est sinistre : illettrisme et analphabétisme relevant du phénomène ; économies familiales

consacrées à la drogue, où règne (sur des mères de famille désemparées) une jeunesse de bad boys naufragés ; violences sporadiques, absurdes, meurtrières, plus autodestructrices que celle dont Fanon avait diagnostiqué le drame sous la proto-colonisation ; désertion des jeunes diplômés face à l'attractivité nulle de leurs lieux de naissance, et que le monde emporte tous azimuts par effet entropique ; un solde migratoire versant dès lors au négatif ; un vieillissement quelquefois général, plongeant toujours dessous le seuil des indigences ; un individualisme consumériste touchant au pathétique ; des survivances de luttes anticolonialistes réduites au pulsionnel, contestant la moindre autorité, à commencer par les instances locales, et s'efforçant à vide "contre la Métropole"...

Et cætera ! Et cætera !

Le décompte de ces décombres n'est jamais terminé ! avait gémi Césaire. Cela mériterait, c'est vrai, de longues études psychosociologiques auxquelles nul ne songe. Mais, pour en deviner l'abîme, il suffit de prendre les indicateurs les plus négatifs de l'Hexagone, à tous les niveaux, dans tous les domaines, et de les aggraver de quelques points (qu'importe), puis de les secouer en imagination pour voir grimacer là-même l'entremêlement hideux des forces de ce système.

Ce qui pourrait donner cela :

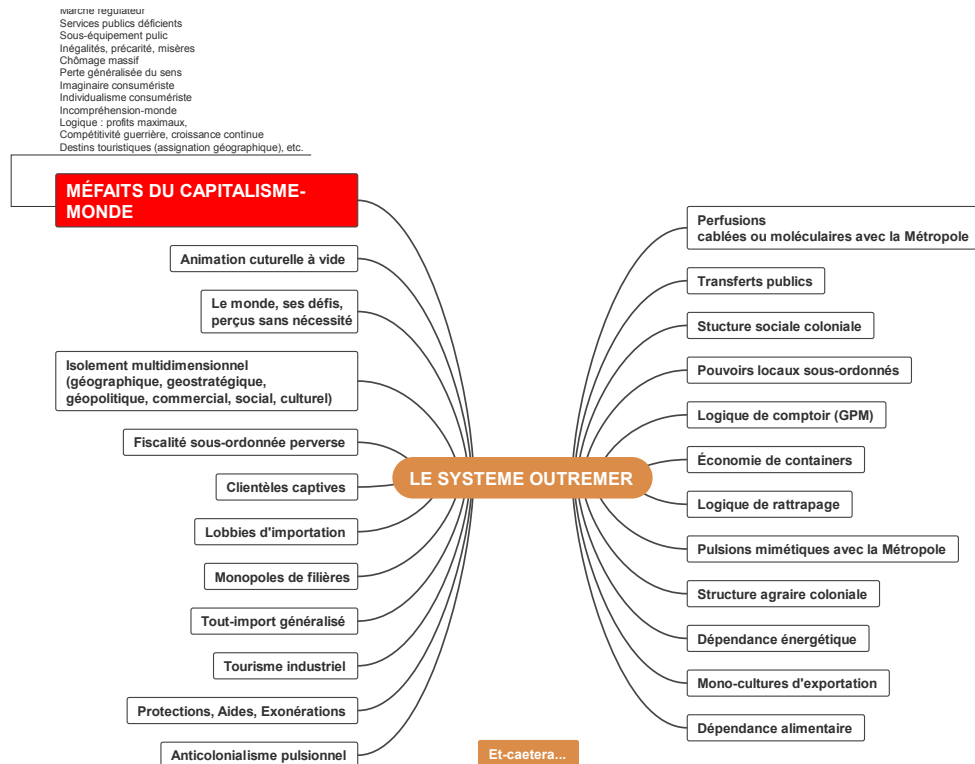


FIGURE 2: Pour en esquisser les dorsales, il faut négliger les détails et ne distinguer que les forces apparentes.

Maintenant, le syndrome ?

Si le “système” combine des forces involutives, le “syndrome” de son côté précipite une nuée de symptômes. Dans ce nuage, il nous faut retenir trois manifestations assez spectaculaires. Elles sont nées dans la plantation esclavagiste, passées dans la colonie, et se sont maintenues dans les mécanismes de la départementalisation. J’ai nommé : *l’assistanat, la dépendance et la déresponsabilisation*. Il ne faut pas les aborder comme une liste hiérarchisée, mais les considérer dans leur boucle infernale.

Voyons le fond de ce cauchemar.

Une colonie n’est pas faite pour elle-même, ni pour sa population, ni pour son environnement. Elle est une création veuve au service des intérêts-profits d’une Métropole. Son principe : *l’extraction prédatrice, frappant sans ambages la nature, les humains, le vivant*. Quand en 1946, ces “choses”, nos terres, furent officialisées “département”, ou “région”, ou encore “territoire”, d’une nation développée, il fallut tout y créer concernant l’intérêt général : services vraiment publics, structures administratives, équipements de santé, d’éducation, d’hygiène, de transport, de protection sociale, de culture... Tout ! Comme la productivité y reposait sur la négation du vivant, encore plus sur celle de la décence et de la dignité humaine – l’irruption des Droits (du social, du travail, de la culture, et de ceux qui touchent

à une idée de l'Homme), le débarquement des règles administratives, l'amorce d'un rien de citoyenneté... – constituèrent l'équivalent d'une bombe nucléaire.

En 1946 donc, avec le peu qui se vit concrètement accordé, l'édifice d'essence coloniale se mit à défaillir. L'aberration fondatrice fut bouleversée. Il fallut (après les avoir indemnisés pour l'abolition de l'esclavage) soutenir d'un côté, la reconversion ceux qui exploitaient sans limites depuis près de quatre siècles ; et de l'autre, stopper l'extrême paupérisation de ceux qui enduraient depuis aussi longtemps. Ce fut alors une course chaotique ! On aménage au gré des urgences et autres catastrophes, on colmate, on écope, on rafistole, on s'efforce de rattraper le terrifiant retard par des mannes publiques, des suremplois municipaux, des nuées de subventions, de primes, de dotations spéciales, des digues de "spécificités", des tombereaux d'allocations, de clauses particulières et de zones affranchies de tout et de n'importe quoi...

Maintenant, examinons la naissance du syndrome.

Une bulle malsaine (sur base de transferts publics et d'ordre maintenu sous principe de violence) évolua au gré de ce qui nous servait de vie politique. Les plans de développement se succédèrent à l'envi pour mieux recommencer... Les *dépendances* à la Métropole et les *assistanats* mis en œuvre par la puissance lointaine devinrent les mamelles inaugurales du progrès, puis

les lubrifiants d'un impossible "développement", puis l'horlogerie du fameux "rattrapage".

L'État-providence dont bénéficiait le peuple de France depuis la fin de la Grande Guerre, devint chez nous *État-des-dépendances-et-des-assistanats*, chaque amplification se voyant par ironie du sort arrachée de haute lutte. Enfin, s'emparant du vif de nos imaginaires, ces deux principes – dépendance et assistanat – s'érigèrent en réflexes de la moindre de nos revendications et de toutes les réponses qui leur furent apportées.

Mais ce n'est pas tout.

La maestria politique finit par se résumer à "la gestion" de ce qui est alloué. L'acte gestionnaire devint très vite la fatalité de toute pratique du "pouvoir" politique. Ce dernier (comme partout dans le monde) se vit progressivement réduit à l'économie néolibérale (parts de marché, finances, croissance, profits, compétitivité) et aux traitements des urgences découlant du saccage néolibéral du vivant et de l'humain.

La sœur de la "gestion" n'est autre que la notion de "développement".

Développement ?

Parlons-en.

Ce n'est rien d'autre qu'un mot-brouillard, qui s'accorde de tout : de l'absence de projet, des modèles verticaux et de la répétition ronflante des listes de

courses et des programmes. Assistanat et dépendance s'accouplèrent dans le lit de la "gestion" et du "développement" jusqu'à créer (en l'absence de vrais "pouvoirs" locaux) un paradigme favorisant la *déresponsabilisation collective*.

Hélas, une déresponsabilisation collective n'a jamais de limites. Elle contamine très vite les actes individuels. Le collectif déresponsabilisé nourrit la déresponsabilisation individuelle, laquelle nourrit à son tour la déresponsabilisation collective. Celle-ci renforce la dépendance et alimente l'assistanat. Et cette boucle s'amplifie sans jamais s'arrêter !

En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique ou à la Réunion, dans tout ce qui se trouve sous ce couvercle appelé "outremers", cette logique imparable finit par s'imposer. Elle donna naissance à des pratiques politiques dans lesquelles les carrières les plus longues se virent sur-adaptées aux mécanismes de la gestion – une gestion dépendante-assistée-et-déresponsabilisée dans les arcanes du développement !

[VOIR FIGURE 3]

Pour compléter l'angoisse, il faut une ultime touche. Celle de la "bonne nouvelle".

Chez nous, au moment de toute "crise" (et finalement jour après jour, la "crise" étant devenue structurelle), il suffit d'attendre l'avènement de la "bonne nouvelle".

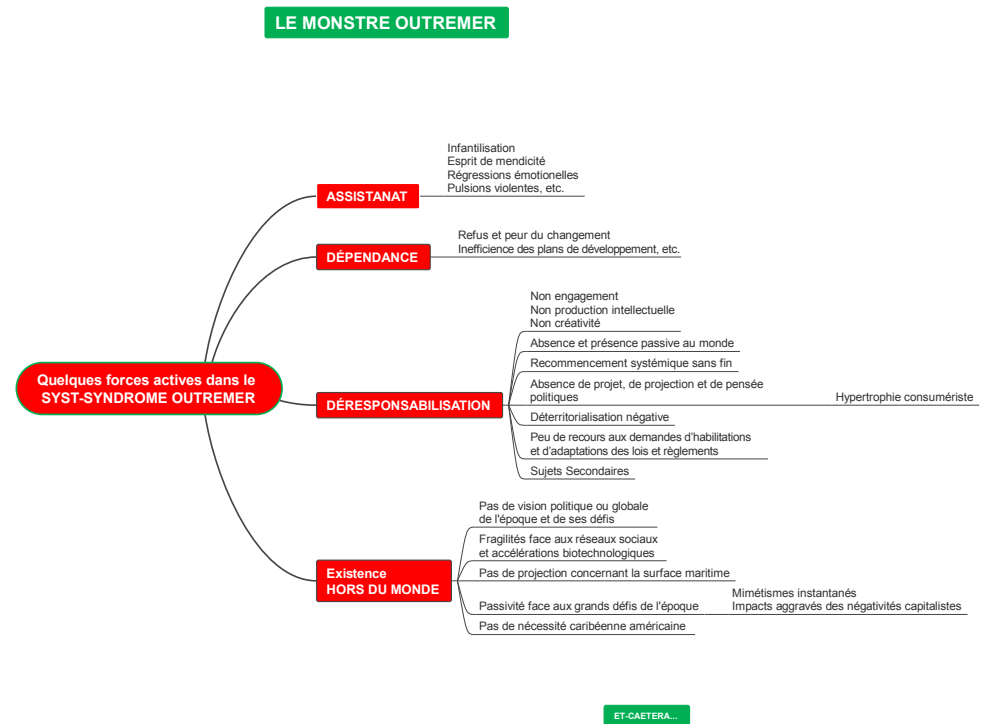


FIGURE 3 : S'emparant du vif de nos imaginaires, ces principes s'érigent en réflexes de la moindre de nos revendications et de n'importe laquelle des réponses qui leur furent apportées.

Nos demandes se voient toujours plus ou moins exaucées après juste ce qu'il faut d'attente pour éviter une acmé de violences. La "bonne nouvelle" arrive alors, par avion, comme Zorro, diligentée par un ministre en déplacement express, ou par le Président lui-même, provenant toujours de l'omnipotente "Métropole".

Tout se retrouve ainsi sous-ordonné, bien plus que ne saurait l'être une véritable province. Le monstre outremer se maintient ainsi, de bonne nouvelle en bonne nouvelle, il dure, il s'use, il ruse, il perdure, il pousse certains hauts fonctionnaires de passage à traiter les élus locaux comme de simples figurines. Sous l'auréole de la "bonne nouvelle" (le mépris aux sourcils, gouvernorat en nostalgie), ils peuvent débarquer avec l'état d'esprit de nettoyer les écuries d'Augias et d'asséner du développement comme on manie la faux.

Mais voici le plus inexplicable.

D'abord.

La masse financière européofrançaise, transférée des centres lointains vers ces ultrapériphéries en "voie de développement", se retrouve sous-utilisée. Année après année, elle revient en grande part intouchée de ces situations "ultramarinisées" qui ne cessent, année après année, d'en avoir grand besoin.

Comment est-ce possible ?

Ces contrées ne gisent-elles pas infirmes dans les périphéries du monde ?

Leurs infrastructures ne sont-elles pas insuffisantes ?

Leurs inégalités ne sont-elles pas un cas d'école ?

Où sont les porteurs de projets, les idées, les élans, les initiatives ?

Ensuite.

La Constitution de 1946 autorise les habilitations

législatives qui permettraient des règlements et lois-pays, ou des aménagements à la marge de telle ou telle disposition.

Seulement, nul ne se bouscule autour des articles qui les prévoient. Pourquoi ?

Comment expliquer si peu d'empressement à s'emparer de ces possibles ?

D'où vient que les rares habilitations demandées pa-tangent dans des difficultés qui semblent insurmontables ? D'où provient l'embarras manifeste ?

La raison principale avancée est en général "l'incompétence de nos élus". L'autre argument est celui de l'insuffisance de leurs ingénieries pour affronter le labyrinthe procédurier que réclame l'obtention de ces mannes. Une autre des justifications courantes souligne que les compétences sont consenties sans budgétisation évolutive apte à les abonder... Ces constats deviennent autant de raisons majeures qui confortent la plupart d'entre nous dans le renoncement à toute idée d'évolution institutionnelle ou d'un accès plus simple, plus large et plus direct à des possibles, des moyens, des pouvoirs.

Si on l'évoque, la ritournelle est quasi unanime :

« *L'urgence est ailleurs !* »

« *Tout est déjà là, il nous suffit d'agir, le colonialisme a bon dos !* »

« *Ils ne font rien des pouvoirs dont ils disposent déjà !* »

« *Ils n'évaluent nullement leurs politiques !* »

« *Ils n'analysent jamais les causes internes de leurs échecs !* »...

Soit.

Mais alors, comment expliquer une telle persistance de ce qui ne va pas ?

Comment expliquer la très exacte reproduction du phénomène durant tant de générations et dans autant de contextes politiques divers ? L'incompétence de nos élus serait-elle génétique ? Le refus de s'emparer d'une compétence ou d'aller conquérir une habilitation serait-il un sortilège qu'aucune alternance n'est parvenue à rompre ? La reproduction infaillible du monstre proviendrait-elle d'une fatalité transcendante ? De quel exorcisme majeur devrait-elle faire l'objet ?

Le statu quo est, jusqu'à maintenant, la seule réponse portée à ces questions.

(...)

Le choc du petit et du grand contexte

Imaginez ces phénomènes du monde venant s'ajouter aux archaïsmes du cauchemar outremer. Imaginez leur précipité explosif dans notre monstre. Les tendances planétaires négatives s'y retrouvent amplifiées. Le consumérisme mondial s'y transforme en hyperconsommation névrotique. Alors, on atteint ce tragique : notre désintérêt du monde ;

nos déserts culturels autour d'une ville centrale ; notre dépolitisation ; notre désyndicalisation ; notre crédulité totale face aux envenimements des réseaux sociaux ; notre progression en mysticismes et en forces sorcellaires ; notre envol vers cette involution diffuse qui livre les démocraties aux abstentions, aux ivresses populistes ou aux mortifications fascisantes...

Et pire : l'obscurantisme lui aussi nous emporte.

Notre vote massif pour une candidate d'extrême droite, excluante, régressive, raciste et xénophobe, concentrant à elle seule la séculaire barbarie coloniale et la férocité capitaliste, en est le signe le plus préoccupant. Rien ne saurait expliquer que nous, *filz de gens damnés par l'esclavage, rescapés de la proto-colonisation, dominés métamorphiques, réceptacles de toutes les discriminations contemporaines*, puissions recourir pour quelque raison stratégique que ce soit à un vote d'aussi contre nature. *L'eau a dépassé la farine !* grincerait l'antique sagesse créole.

(...)

En ces temps de changement climatique, si nous demeurons dans le statu quo, la multiplication des catastrophes à venir va accroître de manière dramatique notre dépendance à la France. *Notre action politique se résumera à l'appel aux secours, lesquels ne seront jamais assez rapides ni assez importants en raison de la déresponsabilisation ambiante.* La pratique de l'État minimal

qui triomphe dans l'Hexagone, nous enlève déjà maille après maille les vieux acquis du paternalisme colonial d'après-guerre ; et la réduction inévitable des dépenses publiques nous frappera d'une manière indescriptible. Quant à la montée de l'extrême droite en Europe, elle risque de nous ramener, en bien des aspects aux barbaries de la proto-colonisation.

Une fragilité organique, ancestrale, nous inhibe, au point que nous n'avons jamais pu métaboliser la nécessité de nous en défaire. Nous nous abandonnons à elle comme on le ferait sous une fatalité. Nos renoncements inavoués verrouillent les horizons. Il est aberrant que nous importions encore la presque totalité de ce que nous consommons. Aberrant que nous n'ayons toujours pas d'autonomie alimentaire ni d'infrastructure énergétique liée à nos potentialités naturelles. Il est aberrant que nos déchets ne soient toujours pas inscrits dans un cycle profitable et soutenable. Que nous ne soyons pas depuis longtemps les gardiens innovants de notre biodiversité dont le maintien est à la base de tous nos devenirs. Il est insensé que nous ne soyons pas déjà fin prêts pour le surgissement annoncé du Big One, et que nous n'ayons pas déjà structuré nos anticipations de la montée des océans. Il est absurde que nos surfaces maritimes ne soient toujours pas une richesse coopérative et solidaire directe. Il est absurde de croire que le drame des sargasses est une question française alors que le début d'une vraie solution est bien d'ampleur caribéenne. Absurde que des monocultures couvrent

encore l'essentiel de nos sols avec leurs cocktails de produits pathogènes et de subventions mécaniques. Absurde que nous en soyons encore à seulement constater notre ultra consumérisme qui pourtant nous inflige un coût psychique démesuré... L'auto-entreprenariat et ses libertés apparentes font tache d'huile. Nos jeunes n'étudient plus que la gestion, le commerce ou bien le marketing, le tout dans le pur imaginaire capitaliste du profit maximal. Ceux qui se lancent dans l'écosystème numérique (nouvel eldorado du néolibéral) disposent du même état d'esprit ... De nos forces vieillissantes jusqu'à nos forces vives, nous habitons un désastre consenti sous un beau paysage. Il est à craindre une perversion extrême de nos individuations déresponsabilisées qui sapera les fondements de notre vernis démocratique. À l'idée que nous devrions affronter ces phénomènes dans un quelconque statu quo, c'est-à-dire en attendant les secours (la bonne nouvelle) de la chère "Métropole" est une perspective effrayante. Il nous faut, comme l'avait dit Césaire, trouver dans l'urgence du désastre annoncé, une base de renaissance : faire de nos beaux paysages le reflet affirmé, *confirmé*, d'un Pays.

(...)

Certaines sociétés antiques ont échappé à un effondrement sur une base imparable. Celle de la capacité d'un pouvoir endogène à prendre les mesures structurelles descendantes ; mais, à chaque fois, cette capacité se voyait amplifiée par une effervescence individuelle qui,

dans chaque individu, chaque famille, chaque unité de base, se saisissait des problèmes moléculaires et trouvait des solutions irradiantes aux moindres bouleversements. Sans cette radiance à la fois horizontale et verticale, individuelle et collective – et donc, protéiforme, rapide, souple, agile, innovante, décisive face à l'imprévisible, ardente dans l'incertain, solide dans l'impensable – sans elle, nous sommes perdus.

Cet écosystème inter-rétro-actif a un nom : responsabilisation !

Responsabilisation de chacun et de tous !

(...)

***Une dépolitisation :
le tout va bien comme ça***

Hélas, une des premières conséquences de notre déresponsabilisation, c'est l'aversion spontanée pour le retour du Politique. Qu'est-ce que, pour nous, le vraiment *Politique* ?

Exit le "rattrapage". Exit la "gestion".

Exit le "développement". Exit le "Samu social"...

Que nous reste-t-il ?

On peut piéter autour de cette question, l'évidence rejoindra toujours l'inévitable : *chez nous, le Politique ne peut être qu'une dynamique émancipatrice, laquelle*

(dans un monde d'interdépendances) est de nature "relationnelle" – entendre par ce dernier terme : ce vouloir de dignité humaine qui relève immanquablement du postcapitalisme, du post-colonialisme, d'un au-delà de toutes dominations, et qui refuse toutes dépendances, tout assistanat et toute déresponsabilisation individuelle et collective.

(...)

***Le vrai pouvoir :
l'autorité intérieure***

Ils ont souvent appelé "pouvoir" un simple transfert de "compétences", malement dotées des moyens nécessaires. La "compétence" devient "pouvoir" quand elle accède à de véritables moyens financiers (et fiscaux) indexés aux évolutions du réel. Il faut aussi qu'elle se trouve insérée dans *un ensemble où la responsabilité n'est pas une exception, mais un principe*. Alors, une amorce de "pouvoir" apparaît.

Reste à lui ajouter : l'autorité.

(...)

L'autorité est à la source de ce que nous appelons : un "faire-Pays".

C'est à la fois un effet et une cause.

Effet d'une conscience Politique qui se nourrit de son "Lieu".

Cause de l'élargissement de ce "Lieu" par sa projection dans une vision du monde.

Quand cette inter-rétro-action s'est constituée, *un vent se lève*.

Un Pays se dessine.

Une implication de tous peut s'amorcer.

L'engagement de tous peut œuvrer à une Présence au monde.

Nous devenons créateurs de nous-mêmes et du monde dont nous avons désir.

Van-an lève !

Où se trouvent nos voies vers l'autorité intérieure ?

(...)

***Une perversion inaugurale :
la négation des peuples-nations***

Toutes les bonnes volontés mises dans le "développement" de ces terres lointaines, toutes les décentralisations accumulées, les plans Marshall, les assises ou États généraux, les bienveillances paternalistes, toutes les professions de foi différentialistes souffrent de la même tare originelle : *la négation du phénomène anthropologique qui avait surgi dans ces colonies bien avant leur intégration*. Même si on finance (à grand renfort de primes) une fictive continuité territoriale, ces vieilles colonies (hissées provinces périphériques) ne sont pas assimilables aux provinces hexagonales

que régente Paris. La discontinuité n'est pas seulement géographique, elle est biologique au sens large, culturelle, historique, mentale, sensitive, sociale et sociétale... Il s'est produit dans la déflagration esclavagiste, puis sous la régie colonialiste, un phénomène inattendu, une résistance, une créativité, des agencements de survie et d'humanisation, un fait humain qui a tissé une continuité d'histoires partagées et secrété un imaginaire commun dont la nature est composite. Tout cela a produit, dans chacune de nos terres, quelque chose de nouveau que nous devons une fois pour toutes admettre : *le surgissement de peuples-nations*.

Nous sommes des peuples-nations !

Ce qui s'appelle tristement "Outremer", c'est une étonnante mosaïque de sociétés, de peuples et de nations. Tous différents. Tous irréductibles en soi, tous irréductibles aux autres. Mais tous également privés d'une présence agissante dans le monde.

Nous sommes des peuples-nations !

C'est une belle évidence.

Ce que nous enseigne le monstre de l'outremer français, c'est ceci :

Lorsque des peuples-nations sont niés dans leur existence même, qu'ils ne peuvent vivre et proclamer leur singularité au monde par des dispositifs symboliques (hymne, emblème, drapeau, ou autres colifichets de l'actuel

imaginaire international) ; qu'ils ne peuvent vivre et proclamer leur singularité au monde par une agentivité collective réelle, et par des structurations culturelles qui problématissent le monde et qui problématissent leur présence dans ce monde, ils sont atteints dans leur créativité même, frappés dans leur dignité de penser, cisailés dans leur aptitude à se projeter, leur joie de composer, leur enthousiasme de faire, leurs potentialités d'initiatives, d'ardeur et d'imagination, leur disposition à expérimenter et à tenter leur chance.

Ce que l'on a appelé "syndrome du poulailler".

Les ailes ne connaissent plus l'envol.

Le grand désir a disparu.

Des vies sont mutilées.

Et le monstre se maintient.

(...)

Inventaire de la responsabilisation

Aujourd'hui, générations d'une autre époque, d'un autre monde, d'une autre mission, nous savons qu'il n'y a rien à rattraper. Et rien à "développer". Que la frappe coloniale, malgré ses persistances, ne saurait excuser l'entière de nos renoncements. Que la course vers la dynamisation de nos capacités individuelles et collectives ne saurait prospérer en dehors de nous-mêmes, de nos génies laissés désaffectés. Il n'y a pas de chemin en dehors de nous, et nul autre que nous-mêmes ne saurait nous élever aux dignités de la pensée et de l'action.

L'urgence est pour nous d'exister. – *Responsabilisons-nous*, auraient frappé ici les répondeurs.

Ce que la responsabilisation apporte aux "habilitations", aux "compétences" et aux "pouvoirs" dits locaux, ce n'est rien d'autre que l'élaboration d'une autorité intérieure. *C'est l'autorité intérieure seule qui, en se projetant, déclenche l'infini des possibles.* L'habilitation seule, la compétence seule, le pouvoir seul, les déversements budgétaires d'aides et de secours, sont des calebasses fêlées sans l'esprit de responsabilité que confère l'autorité, laquelle (dans sa projection Politique) se voit amplifiée par l'esprit de responsabilité. Ce n'est donc pas une mécanique administrative, ce n'est pas un programme politique, encore moins une recette juridique ou statutaire, c'est avant tout le déploiement d'un *écosystème d'attitudes et de changements divers*, du plus simple au plus fondamental, du plus individuel au plus tissé du collectif, du plus intime au plus circulaire, du plus compact au plus aérien et céleste. – *Responsabilisons-nous.*

Ce n'est pas une porte fermée, sous définition close, ni même de ces clapets à sens unique qu'installent les "Métropoles" ; c'est une arche de rivage, bien fondée sur une terre, bien soutenue par un "Lieu", et qui œuvre à magnifier un grand morceau de ciel. Arche ouverte offerte à la conscience de tous. – *Responsabilisons-nous.*

La responsabilisation, c'est d'abord une capacité à réflexion collective. Il est précieux que dans les temps qui viennent, en marge des congrès que mèneront nos élus, des ateliers d'échanges et de discussions, d'analyses et de lancées prospectives, s'ouvrent comme des fleurs de *razié*, interrogent, supposent, extrapolent, fassent papillons jaunes autour de cette donnée comme, ici même, dans le *lakou* de ce texte. – *Responsabilisons-nous*.

Les forces contraires à la dépendance, à l'assistanat et à la déresponsabilisation, sont déjà là, puissantes, dans nos traditions comme dans notre vie contemporaine. Compétences, sagesses, intelligences, débrouillardises, solidarités vieilles, entraides anciennes, mutualisations historiques, diversité génétique, appartenances multiples, caribéanités marronnes, imaginaires-mosaïques, dons de soi, jeunes surdiplômés, innovations débrouillardes, polyactivités, désirs secrets, envies de reconnaissance, attentes chagrines d'un rêve, espoirs cachés dessous les feuilles flétries d'un idéal... Tout est là, en nous et parmi nous, le plus souvent déshabité ! Ces forces ne demandent que leur actualisation, même *leur émancipation*. – *Responsabilisons-nous*.

Pour nous dynamiser nous-mêmes, lancer un double 5 de graines-dés dans le serbi du monde, nous avons les capacités qu'il faut – toutes, tant du point de vue spirituel sensible poétique artistique, que rationnel scientifique et technique. Ce que nous sentons, ce que nous pressentons de nous-mêmes, que nous voulons, espérons, devinons,

il n'est d'autre choix que de *collectivement le penser*, ou, comme dirait la langue créole : *le katjilé*. Se poser la question de son propre accomplissement dans sa famille, dans son quartier, dans sa commune, dans sa région et dans le monde, se sentir concerné, responsable de tout cela, c'est le début d'une réviviscence qui sera générale. – *Responsabilisons-nous*.

(...)

La responsabilisation est pour nous *le cœur du Politique*. Dans le système des plantations esclavagistes, le cœur du Politique était l'abolition de l'esclavage ou son renversement. En Afrique du Sud, le cœur du politique, assumé par Nelson Mandela, n'était pas le chômage des jeunes noirs ou leurs difficultés d'accès à des formations, mais bien l'apartheid lui-même. La poésie de Césaire ne s'est pas attardée sur les misères des mornes ou l'enfer des quartiers populaires (choses traitées au quotidien de sa besogne de maire), ses armes miraculeuses ont ciblé en revanche le colonialisme en son principe et la domination occidentale en son assise. Pour Fanon, le cœur du Politique – au-delà du colonialisme et des damnations du capitalisme, au-delà de la domination occidentale – était une idée de l'Homme dont il fallait assumer l'émancipation vraie, horizon radical, jamais atteint jusqu'à maintenant. Pour Glissant, le cœur du Politique était le monde, *le monde muté "Tout-monde"*, le monde comme vortex de relations intenses dont il fallait habiter le chaos...

Tous ces cœurs du politique (ces cœurs du monde) palpitent en nous, dans notre mission d'aujourd'hui. Ce que nous pouvons appeler notre "pensée politique" commence à cette exacte place : au cœur d'une infinie constellation de cœurs. – *Responsabilisons-nous.*

Cette notion de responsabilisation concerne le monde entier. Elle est valable pour tous. Elle fixe tous ces peuples d'aujourd'hui, composés d'individus abîmés d'une manière ou d'une autre par le colo-capitalisme. Tous ces hyperconsommateurs enfermés dans les prolétarisations mentales du "pouvoir d'achat", privés des solidarités institutionnelles, abandonnant eux-mêmes les entraides naturelles, monades livrées aux intégrismes identitaires, raciaux ou religieux, emportés dans les basses-fosses de la technoscience et des réseaux sociaux, et donc incapables pour l'instant d'en manier le sublime et d'en vivre les merveilles. La responsabilisation doit permettre à toutes ces individuations malades de retrouver quelque chose d'essentiel : *le Grand désir*, cet élan sans compétition, sans profit, qui naît du vivre goûtant son propre dépassement, qui pousse au plus élevé de soi, dans une exigence émue de l'Autre, émue de la planète, émue activement du vivant, émue de l'énigme stimulante du cosmos... – *Responsabilisons-nous.*

(...)

L'individu responsable n'émulsionne pas les vieux ressentiments, il inspire par le soin porté à la plus haute éthique, par sa gourmandise spectaculaire pour les rêves les plus dignes. Dès lors, son autorité intérieure est son seul pouvoir. Les "nous" qui l'habitent, qui l'orientent ainsi, ne sont pas des systèmes : ils se confrontent à l'impensable, l'inatteignable du monde, par une poétique. Ce qui n'est rien d'autre qu'une manière majuscule d'accéder à l'imaginaire encore indéfinissable de la Relation. – *Responsabilisons-nous.*

(...)

Notre meilleure arme contre les populismes qui guettent et nous menacent : la responsabilité de chacun et de tous. – *Responsabilisons-nous.*

L'esprit de responsabilité modifiera notre tissu économique. Le Politique enfin réaffirmé, disposera de bien d'autres perspectives que la seule croissance compétitive visant à accumuler coûte que coûte du profit : *le social, le solidaire, le soin porté à toutes les occurrences de l'Autre, sont des principes de l'esprit de responsabilité.* Cela favorisera, dans nos Pays, une économie plus responsable, plus solidaire, plus respectueuse du vivant et de la planète, mieux installée dans les chances que préserve une véritable démocratie. Elle trouvera des extensions saines dans les exigences de l'écologique, du numérique et dans les possibilités encore impensables du cosmos. Chaque entrepreneur (acteur d'une présence à la fois

individuelle et collective au monde) disposera avant toute chose d'un Pays à construire, d'un "Lieu" à élargir, d'un idéal à fréquenter. – *Responsabilisons-nous.*

Lui viendra le souci de fournir des emplois décents, non pathogènes, permettant de sécuriser socialement, de stimuler culturellement, et de laisser la table ouverte aux surgissements de la Beauté. Une fois l'entreprise redevenue citoyenne, chaque entrepreneur obéira, dans son activité même, à une exigence intime où l'éthique se retrouve enchantée – ce qui pour nos Pays, peut se résumer en ce triple champ, valable pour tous : *une planète à sauver, un Pays à construire, une Humanité élevée à dignité dans les plénitudes du vivant.* Dans ces entreprises citoyennes, ceux qui occuperont ces emplois responsables le feront au degré optimal de leurs potentialités, de leurs imaginations, dans l'enthousiasme de leur propre devenir élargi au plus vaste. La dynamisation se fera donc par le haut et le bas, avec en plus la joie et gaîté, aurait dit la chanson. – *Responsabilisons-nous.*

Tout ce qui jusqu'alors s'est amorcé et justifié par l'économique et le commercial, a ouvert la porte aux exploitations indécentes, aux spéculations hideuses, aux enrichissements hystériques, à la déshumanisation boursouflée par le pouvoir d'achat, et, à plus grande échelle, à la chosification du vivant et de la planète. Il nous faut tout recommencer, mais par *l'ennoblissement essentiel*, strictement Politique : *l'humain en ses démocraties.* Une démocratie mieux responsable modifiera

les codes-barres de nos économies. En Martinique, par exemple, les 54% des terres disponibles (actuellement aux mains très anciennes des plus riches) connaîtront de nouvelles répartitions, soutenues par l'intérêt commun, l'idéal collectivement identifié. Les terres en friche, enforestées, laissées à déshérence, bénéficieront de la créativité collective stimulée, et cela dans une participation horizontale à la plénitude du vivant. Les possédants les plus dotés, qui vivent aujourd'hui d'une structure de rentes sans imagination (déresponsabilisée elle aussi), pourront enfin donner du sens à leurs possessions, s'éveiller à l'élan du Pays tout entier dans cette lutte qui s'impose aux peuples de la planète : contrer les forces transnationales capitalistes qui colonisent et ensauvagent, sans la moindre once d'éthique, toutes les économies du monde. Soumise à ces valeurs humaines qu'offre la responsabilisation, notre économie (dans un renversement salutaire) sera induite du Politique. – *Responsabilisons-nous.*

(...)

Il nous faut donc ériger notre responsabilisation en moteur de notre accession à des pouvoirs qui se verront ainsi pourvus d'autorité. Cela revient à introduire du sens et de l'enthousiasme, et donc de l'ardeur et de la créativité, dans chacune de nos obligations. Notre transition climato-énergétique devrait ainsi s'inscrire dans le souci d'un épanouissement créatif, culturel et social du Pays réveillé. En responsabilisation, tout se tient, tout s'interpénètre, tout se dynamise. La responsabilisation

nous invite à un changement non pas mécanique et parcellaire, mais poétique et organique. Ce n'est pas seulement une verticalité qui se voit nécessaire : c'est surtout une dissémination dont la moindre des ramifications individuelles alimente des fractales sans fin, et des possibles renouvelés. – *Responsabilisons-nous.*

Mais les obstacles sont là.

Nous les avons touchés.

Beaucoup d'entre nous (pour ne pas dire la majorité) ont intériorisé cette négation millénaire des peuples-nations que nous sommes. Notre terrible histoire nous accable d'une profonde mésestime de nous-mêmes, depuis la négation du nègre qui est en nous, jusqu'à la dévalorisation du surgissement créole, de sa langue, de son imaginaire, qui sous-tendent pourtant ce que nous sommes. Enfin, dernier obstacle de taille : tout notre appareil existentiel a été formaté comme "colonie", au service d'une "Métropole" tutélaire, donc dans un rang sous-ordonné sous les castrations de l'assistanat et de la dépendance. Dans la petite mort de la désresponsabilisation que nous vivons sans sourciller, introduire un processus de pensée et d'actions, de restructuration verticale et de dynamisation moléculaire, est de nature à bousculer cette vieille fatalité collective. Cette démarche va susciter de profondes oppositions, déguisées sous toutes sortes de biais. *Mais voici une troisième touche d'espoir* : si le débat s'ouvre vraiment, nul ne saurait plus s'abandonner sans angoisse à cette béatitude palliative qui est de ne rien faire et de rester avec le moins

de souffrances possibles dans l'état où nous sommes : *débattre, c'est entrer en mouvement.*

Enfin, à ces intériorisations négatives, s'ajoute la force de persuasion abrutissante des réseaux sociaux, qui pénètrent encore dans nos imaginaires sans une échelle d'opposition, et qui vont à coup sûr agiter le spectre de nos incompétences génétiques, du largage, de l'indépendance ou de la misère haïtienne... Ce mur d'opposition prévisible est paradoxalement le signe que cette question est profondément Politique, et, à ce titre, pertinente. Cela suppose une patiente pédagogie permettant d'appréhender, sans réductionnisme, la complexité qui s'impose à nous. Le courage d'aller à la complexité est une des vertus induites de l'esprit de responsabilité.

Innombrables seront ceux qui vont invoquer "l'indépendance" de manière fondamentaliste, ou réclamer une "autonomie" pure et dure. Mais cela reviendrait à nous écarter des réalités de notre actuel imaginaire où ces notions fonctionnent (encore et avant tout) comme des repoussoirs ou des refuges stériles. Ces attitudes deviennent des renoncements qui ne se confessent pas. En revanche, recourir à la responsabilisation peut rassembler les ferveurs que ces postures bréhaïnes abandonnent à elles-mêmes. Apaiser les craintes, ouvrir à la pensée, favoriser une écologie de l'action, remettre en branle un Grand désir individuel-collectif... – *Responsabilisons-nous.*

Trois urgences apparaissent dans cette notion de responsabilisation. *Une urgence Politique* : que chacun pense, agisse, se dégage de la déresponsabilisation passive, se pose en créateur du monde, en désirant de son propre Pays et de lui-même. *Une urgence symbolique* : donner un Pays à bâtir, et donc, recréer un espace de projection collective-individuelle. Enfin, *une urgence poétique et culturelle* : fréquenter ce que pourrait être un imaginaire de la Relation ; développer les expériences esthétiques et artistiques qui donnent capacité à percevoir le monde, à se voir dans le monde, à voir le monde en nous, avec l'esprit de science, inspirés par les ressources que constituent nos histoires, nos mémoires, nos traditions, nos savoir-être et savoir-faire. – *Responsabilisons-nous*.

Avec ces trois urgences, c'est un principe mobilisateur qui se dessine. Nos politiques publiques ne devront plus alimenter aucune dépendance à quoi que ce soit, aucune manière d'assistanat, aucune maille de déresponsabilisation sur quelque sujet que ce soit. Elles devront s'aligner sur ce principe très simple : que *nous soyons en première ligne sur tous les problèmes, urgences et perspectives, qui nous concernent, douvan-douvan, pran douvan toupatou*, et cela même dans les domaines régaliens pour lesquels une coresponsabilité avec la puissance partenaire doit se voir concertée. – *Responsabilisons-nous*.

Dès lors, nous percevons l'exigence qui s'impose à nous dans cette phase de nos histoires. Non pas réduire la

question à une simple évolution institutionnelle, ou pire : au choix d'un article dans une Constitution française désormais obsolète. Ce saut qualitatif complexe ne peut pas se résumer à une simple consultation à choix binaire ou chaque camp s'évertue à en être coûte que coûte le gagnant. *Il n'y a rien à perdre ou à gagner qui ne soit à la charge de tous*. Nous avons à proposer à nos Pays, un écosystème de pensées, d'actions et de projection. Une vision-intention. *Un balan*. Et c'est sur toute l'ampleur de cette intention, de ce *balan*, que leur sera demandé en temps voulu, de débattre et de se prononcer. Les définir, les préciser sera l'affaire de nos réflexions communes. Mais on peut déjà tenter d'ores et déjà d'en esquisser quelques tracées de forces.

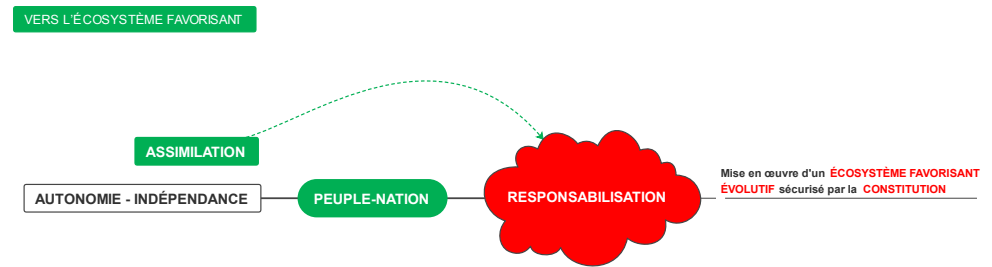


FIGURE 6: Le courage d'aller à la complexité est une des vertus induites de la responsabilisation.

L'écosystème favorisant

(...)

5 tracées nous semblent, de prime abord, incontournables :

1 – *Nous accepter nous-mêmes en tant que “peuples-nations”*. Notre accès à la responsabilisation s’annonce long et difficile en raison même de cette première exigence. Cela ne demande rien moins qu’un changement d’imaginaire dont l’amorce est l’acceptation-reconnaissance inaugurale que nous sommes des peuples-nations sans État. C’est notre différence de taille avec une quelconque province hexagonale. *Les provinces ont besoin de décentralisation, de déconcentration..., les peuples-nations ont surtout besoin de s’installer dans leur autorité.* (...) Un peuple-nation qui ne s’accepte pas comme tel, vit dans un ressentiment obscur à lui-même, et donc indépasseable : il éprouve le sentiment d’être envahi par des étrangers, il se vit sous-estimé, voire méprisé par la puissance administrante, laquelle ne dispose d’aucune raison de le reconnaître ; dès lors, il est facile pour les populistes de toutes engeances d’attiser ce ressentiment. Faire surgir des hystéries devient le fonds de commerce de tous ceux qui sont en mal de reconnaissance, qui ne disposent pas d’une pensée à proposer, qu’elle soit politique, syndicale, culturelle, juridique, voire ces temps deniers simplement judiciaire.

(...)

2 – *Se montrer unanimes sur la responsabilisation comme processus.*

À force de ne plus penser les évolutions et mutations du monde, et de ne plus nous confronter directement à ses périls, nous nous sommes enfermés dans des fondamen-

talismes asphyxiés. Les radicalités assimilationnistes, autonomistes ou indépendantistes, servent d’incantations politiques sans avoir à penser, et sans besoin d’agir. Cette voie qu’ouvre l’Appel de Fort-de-France nous permettra d’échapper aux clivages idéologiques (assimilation, autonomie indépendance) qui nous paralysent depuis tellement de décennies ; ils se verront (sinon frappés de “moratoire” comme nous le faisons d’habitude pour tenter d’avancer), mais *exhaussés par une assise qui serait la responsabilisation concertée, laquelle ouvre par nature aux potentialités d’une émancipation multiforme, non décidée d’avance.* En nous rassemblant autour de l’idée d’un processus, nous élargissons jusqu’à l’autorité nos possibilités d’action, et conservons dans le même temps un *accès potentiel à tous les possibles*, et à tous les devoirs. Nul n’a le droit de priver nos générations futures de leurs droits inaliénables aux évolutions de souveraineté qui correspondront à leur niveau de conscience et aux inconnus de leur époque.

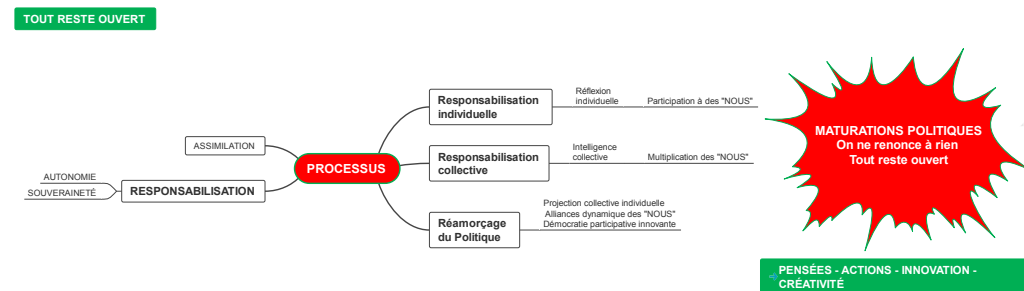


FIGURE 7 : Un processus où tout reste ouvert.

(...)

3 - *Reconnaître que le monde a changé.*

Que la simple militance décoloniale ne suffit pas, tout comme n'est plus fonctionnelle la vieille pensée anti-colonialiste des années 50-60. On peut lire Césaire et Fanon sous l'angle neuf de la Relation qu'a devinée Glissant. Le monde des colonisateurs était fait de conquête d'exploitations et de domination, de négation du vivant et de l'Autre dans toutes ses occurrences. La mondialisation capitaliste est de même essence, avec juste l'achèvement d'une emprise planétaire et du triomphe sans rival du marché souverain, de la croissance folle et du profit maximal. L'échelle des problèmes cruciaux à résoudre est désormais planétaire, la forme État-nation appelle à être dépassée, l'État lui-même peut être problématisé, et l'individuation se révèle plus déterminante que les vestiges de communautés.

(...)

4 – *Décider de la société que nous voulons.*

L'entrée en responsabilisation nous élève d'emblée à quelque chose de plus grand que nous. Des rêves. Des idéaux. Des exigences. Des désirs. Des utopies. Des prospectives. Des aspirations. Des projections... À la possibilité d'œuvrer à quelque chose qui nous élève au monde, de bien plus vaste que nous. Toute vie humaine aspire à ce plus aérien ; et c'est la grande misère du capitalisme de nous avoir réduit (dans les fers de ses

commodités) au vide existentiel de la consommation. Une telle élévation demande que nous puissions entrer ensemble dans la définition des sociétés que nous voulons. L'ancrage dans un passé stérile (prudence) et dans un présent impuissant (renoncement) n'est pas de mise pour nos générations. Repréciser ensemble les profondeurs et les étendues de ces entités anthropologiques que nous constituons, les inscrire dans une pensée du monde, énoncer de manière fondatrice la société que nous voulons dans le monde tel que nous le désirons – la perspective est là qui n'est pas une mission, mais une invite à création. *C'est ce travail de définition par nous-mêmes sur nous-mêmes pour plus grand que nous-mêmes, qui constituera l'âme des aménagements juridiques qui seront nécessaires.* Les États-nations énonçaient leurs principes dans des "Constitutions", les peuples-nations qui accèdent à leur présence dans la mondialité, se doivent d'écrire leur *Déclaration d'un vivre-en-Relation.*

5 – *Considérer que la Constitution française est obsolète.*

Notre responsabilisation s'inscrit dans le cadre républicain français. Toute union partenaire décidée et consciente demande *une différenciation constituante* capable d'imaginer une République formée de diversités historiques culturelles linguistiques phénotypiques... (...)

"Identité législative" et "spécialité législative" des Art. 73 et 74 ont un point commun : ils nient l'existence des peuples-nations sous cette absurdité de la pensée qui

veut nous faire croire qu'un Pacte républicain ne peut se fonder que sur l'identique, le même qui s'impose, l'unique qui écrase : l'indivisible qui se nourrit de lui-même. Faire rentrer des peuples différents dans un tel paradigme a une inspiration : le colonialisme. Certes, ce n'est plus ce proto-colonialisme que Césaire Damas Fanon Glissant ont combattu, mais c'est une frappe qui redoute la même chose : la diversité. *Que vaudrait un pays qui se révélerait incapable d'imaginer que, dans sa présence au monde, puissent s'articuler, non des subordonnés ou des subalternes, mais des Pays-amis, peuples-nations rassemblés, peuples-frères ?* La Nouvelle Constitution française devrait reconnaître qu'il n'y a plus "d'Outre-mer", mais des peuples-nations ayant décidé de leur fraternité républicaine ouverte en archipel dans la matière du monde.

Une République-unie est la jouvence joyeuse des Républiques sévères, filles d'empires coloniaux, qui se voyaient dans le froncement de l'Un et de l'indivisible. Une République-unie peut rassembler, et vivre, l'ensemble chatoyant de peuples différents qui, dans un pacte de respect mutuel, de solidarité, de réparations et projections communes, nourrissent un espace démocratique renouvelé et des instances républicaines réinventées. Une telle République relève d'une Constitution relationnelle qui s'inscrirait ainsi dans la convergence des civilisations, des cultures et des individus accomplis en "Personne", dans leur inter-retro-fécondation, ainsi que le souhaite M. Edgar Morin. (...)

La refonte des articles 73 et 74 de cette vieille Constitution, leur disparition dans une rédaction nouvelle, doit permettre à nos peuples-nations de retrouver une pensée politique et d'aller à des maturations culturelles, économiques, sociales et techniques endogènes, assainies, qui leur permettront de choisir, de se penser, de penser leurs alliances, et de fonder les réseaux de solidarités multiples que le Tout-monde et la mondialité exigent de tous les peuples. Le principe d'unité aveugle du 73 et celui de diversité contrainte du 74, peuvent laisser place aux richesses d'une unité-diversité, un cadre juridique en devenir, qui respecte l'existence des peuples différenciés, de leurs nations, et se nourrit des richesses de leurs devenirs que nul ne peut administrer.

La modernisation de cette Constitution s'inaugure par la reconnaissance des peuples-nations qui ont surgi des douleurs d'un pan d'histoire partagée. (...) Le recours s'impose d'un cadre bien plus complexe alliant des gouvernances verticales et horizontales, évolutives, agiles, dans *un maillage d'identité et de spécialité législatives que nous aurons à organiser en fonction de nos projets, des sociétés que nous voudrions et que nous saurons définir, et du niveau de nos maturations politiques.* Un cadre complexe, équitable et juste, garantissant des "fonds exceptionnels de réparations, de transition et de restructurations", capable de se nourrir de l'imprévisible des devenirs, et préfigurant un monde de Relation où le vivant, les civilisations, les cultures, les individus,

les organisations convergent et se respectent en une même élévation. Il n'existe pas de modèle connu.

(...)

Tout ce qui n'est pas du domaine du régalien – nos transitions énergétiques, nos risques structurels et ceux qui découleront du changement climatique ; tout ce qui touche aux aspects immédiats de notre vie quotidienne, de notre élévation, de nos urgences – devrait être attribués de manière déterminante à nos élus, avec une garantie budgétaire évolutive, conforme aux réalités, et garantie par la loi fondamentale. (...)

Autonomie, indépendance ou assimilation étaient de fins en soi. Chacun se battait pour un achèvement triomphant, une sorte d'aube finale sur une réalité nouvelle, décidée par avance.

Ici, nous proposons un commencement.

(...)

Ce qui nous donnerait ceci :

[VOIR FIGURE 8]

*

Ces conditions, agencées entre elles, créeront un écosystème favorisant l'enthousiasme, libérant l'énergie et renouvelant profondément notre rapport au monde.

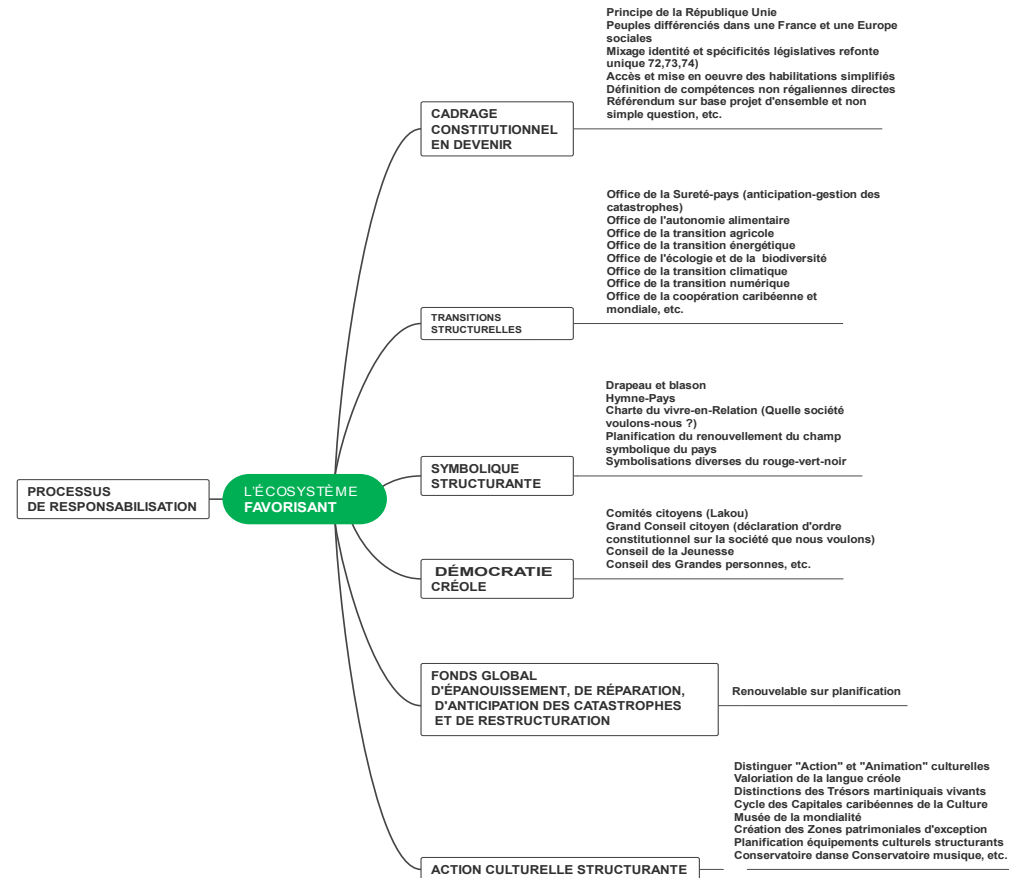


FIGURE 8 : La responsabilisation est une puissante dynamique psychique, et donc émotionnelle, culturelle, sociale, économique... c'est en cela qu'elle constitue l'essence du Politique.

FAIRE-PAYS

La question sur laquelle nos peuples réfléchiront ne sera pas un choix manichéen entre des articles soumis à pesanteurs psychiques, mais sur une architecture dynamique de perspectives et de projections. Un écosystème dans lequel chacun trouvera à se construire une présence au monde désormais plus stimulante que celle que proposaient les anciennes partitions. *La responsabilisation est une puissante dynamique psychique, et donc émotionnelle, culturelle, sociale, économique c'est en cela qu'elle constitue l'essence du Politique.*

Par le processus que nous appelons de nos vœux, l'élévation de tous sera ouverte, sera surtout possible. La France se modernisera ainsi, et notre vie politique (dans la dignité du faire et du penser) retrouvera sa vraie fonction : aller au mieux vivant, œuvrer au grand mieux-vivre, considérer le mieux-humain au cœur du monde relié : faire-Pays.

Favorite, 29 décembre 2022.

Fè-Péyi

DÉKLARASION



Faire-Pays

DÉCLARATION

FÈ-PÉYI

*

Déklarasion**NOU,**

Jan Gwadeloup, La-Giyàn, Martinik, La-Réyinion ;
 jan dot koté ek tout koté ;
 aktè, aktez asosiasion oben òganizasion ki pa bagay Léta ;
 manb la-sosiyété sivil ;
 pwofésionnel L'Édikasion, la-Santé, la-Wouchach,
 l'Enfowmasion, la-Pwospektiv, la-Kopérasion entènasionnal ;
 tout pratikan travay sosial, lé Zar, lé Let, Nimérik-la,
 la-Kilti...

NOU KA KONSIVRÈ,

Konmkwa li monn jòdi sé an lalchimi sivilizasion, an lalchimi
 kilti ek moun,
 ki sé rézilta Latret-la yo fè lé Zafritjen sibi a,
 rézilta lo lesklavaj Nouvo-mond-lan ek sistenm plantasion-an,
 rézilta lé gran ladjè Léwop épi konsékans-yo,
 ta kolonializm-la adan wotè malfentaj-li, toukon adan
 dévlopman sistenm kapitalis la oliwon Latè ;

Konmkwa, adan lalchimi-tala, anlo pep-nasion anni paret fap,
 kiles, di fet yo ni an kanman listwè pa té jenmen wè, yo rété
 enkonprènab anba limiè lé dékolonizasion,
 ek mi-anvwala yo anni wè kòyo batjé adan rakontaj téritoyol,
 idantitè, istorik ek kiltirel ki pa té ta yo ;

FAIRE-PAYS

*

Déclaration**NOUS,**

De Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de La Réunion ;
 gens d'ailleurs et de tous les côtés ;
 acteurs d'associations ou d'organismes non étatiques ;
 membres de la société civile ; professionnels de l'Éducation,
 de la Santé, de la Recherche, de l'Information,
 de la Prospective, de la Coopération internationale ;
 pratiquants du travail social, des Arts, des Lettres, du Numé-
 rique, de la Culture...

CONSIDÉRONS,

Que le monde d'aujourd'hui est une alchimie de civilisations,
 de cultures et d'individus ;
 qu'il résulte de la Traite des Africains,
 des esclavages du nouveau monde et du système des plantations,
 des grandes guerres européennes et de leurs conséquences,
 du colonialisme en ses méfaits et de son extension capitaliste
 planétaire ;

Que de cette alchimie ont surgi des peuples-nations
 demeurés indéchiffrables aux clairvoyances des décolonisations ;
 que ces peuples nouveaux se sont vus embarqués dans des
 fictions territoriales, identitaires, historiques et culturelles
 qui n'étaient pas les leurs ;

ek sé pep-nasion-tala ki rété lontan lwen kon miklon, souvan lwen konsians-yo menm ki ta yo, ek toujou lwen konsians sé tala ki ka kontinié réjanté yo a ;

Konmkwa enpépasité lé dékolonizasion favorizé (silon model oksidantal la) pliziè Léta-nasion souvren, rival, konpésionnez, adan an dogma libéralizm ékonomik oti la-libètè ka bay yen ki pou machandiz, gwo lajan ek lwa profi-a, tou sa o préjidis lom, lavi, la-planet tout antiè ;

Konmkwa mond-tala pa ta nou ;

Konmkwa, magré tou sa, bokantaj rivé fet, rankont vini rivé, mounizasion rivé trésé liannaj-alians ek liannaj-létik obidjoul, kifè, an mond yonn-a-lot-yonn-épi-lot (éti yo tiré tout domination adan, éti ki wouvè ba tout rankont, tout solidarité, tout bokantaj vré), drénavan, difé-tjè-nou, chan lidé-nou, jes ékolojik nou ek mes politik nou, yo anlè chimen mond-tala. Ek fok, adan an lajennisman limajinè-nou, nonmen mond yonn-a-lot-yonn-épi-lot tala, épi déziré’y ek fè mannev pou rivé oti’y.

Konmkwa lot mond-tala, sé bien-komen tout moun.

ADAN LIDÉ-TALA, NOU KA DÉKLARÉ

Konmkwa adan sé péyi-nou-an, pep-nasion ka viv ;

Konmkwa nou ka wè yo kon dé zantité jiografik, kiltirel, biolojik, sosial, idantité, senbolik, kréyatif... éti yo chak la ni an limajinè ki ta’y ek ta’y yonn ;

que ces peuples sont demeurés hors-d’atteinte, souvent de leur propre conscience, toujours de la conscience de ceux qui les régendent encore ;

Que les insuffisances des décolonisations ont favorisé des États-nations souverains, antagonistes, compétitifs, dans un dogme de libéralisme économique où la liberté ne concerne que les marchandises, les capitaux et les lois du profit, cela au détriment de l’humain, du vivant, de la planète en son entier ;

Que ce monde n’est pas le nôtre ;

Que, malgré tout, des échanges ont pu se faire, des contacts survenir, des individuations tisser des liens d’alliances et d’éthique enchantée, qui font qu’un monde d’interdépendances est désormais à la portée de nos ferveurs, offert aux rencontres véritables, et qu’il convient, dans une jouvence de nos imaginaires, de le nommer, le désirer et d’agir vers lui ;

Que cet autre monde est bien-commun de tous.

DANS CETTE PERSPECTIVE, NOUS DÉCLARONS

Que dans nos terres vivent des peuples-nations ;

Que nous les voyons comme des entités géographiques, culturelles, biologiques, sociales, identitaires, symboliques, créatives... disposant chacune d’un imaginaire irréductible à aucun autre ;

É sé zantité-tala, présiez ba tout moun, ni dwa – adan lentèrè
Komen-an ki swété a – pratitjé tou sa yo kapab fè, kon yo
ni dwa a l'ez adan divini-yo ;

Konmkwa yo ni dwa fè di fason pou moun pé sa rikonnet
yo kon sé pep-nasion-an yo yé a, pou moun pé sa akonpayé
yo pou sa yo yé a adan rézolvasyon sé listwè térrib yo a ;
ek, menm si pa sé ni pies zenstans létatik, yo pou ni dwa
egzèsé lespri-responsabilité-a an prezans dign ek kréyatif ka
egzijé, douvan défi-yo menm ki ta yo, épi osi douvan tout
défi lépok-nou ;

Konmkwa sé pep-nou-an pa sisit adan pies périféri,
men yo-tout-la ka tjenbé koyo an pozision total-kapital, yo
ki doubout an-fonfonn-tjè vizion-di-mond-lan yo ni an, adan
rizom lé solidarité,
lé zaliens ek lé zak an-divini an, li vizion-tala key permet
yo fè a ;
sé pou sa, dé-sèten mo kon « outrèmè », « métwopol », « zòn
périeférik oben iltrapérieférik », ba nou, atjelman-la, yo za pa
akseptab, an-plis ki yo dérespektan ;

Konmkwa lé démokrasie modèn, lé Républik ki sen, pou enskri
kòyo adan an mond yonn-a-lot-yonn-épi-lot ki ka respekté
divini enprévwayab lé diférans ek lé divèsité ;

Konmkwa sé démokrasie ek Républik-tala pou santi kòyo
responsab di sé rankont-yo-a toukon di dignité sé aménaj-
man-yo-a ;

Que ces entités, précieuses pour tous, ont droit, dans l'intérêt
du Commun souhaité, à l'exercice de toutes leurs potentialités,
à la pleine aisance dans leurs propres devenir ;

Qu'ils se doivent d'être reconnus en tant que tels,
accompagnés en tant que tels dans la résolution de leurs
terribles histoires ;
et qu'ils doivent pouvoir exercer, même en l'absence d'ex-
pression étatique, l'esprit de responsabilité qu'exige une
présence digne et créative, en face de leurs propres défis et
des défis de notre époque ;

Que nos peuples ne sont situés dans aucune périphérie,
mais qu'ils se tiennent tous en position plénière,
dressés au cœur de leur vision du monde,
dans le rhizome des solidarités,
des alliances et des actions futures que cette vision leur per-
mettra ;
qu'à ce titre, les termes « outremer », « métropole », « zones
périphériques ou ultrapériphériques » nous sont d'ores et
déjà, irrecevables, et offusquants ;

Que les démocraties modernes, les Républiques saines, doivent
s'inscrire dans un monde d'interdépendances respectueux du
devenir imprévisible des différences et des diversités ;

qu'elles doivent se sentir responsables de leurs rencontres et
de la dignité de leurs aménagements ;

Konmkwa sé démokradi ek Républik-tala pou mété kòyo dakò asou évidans transkiltirel entim yo, ek fè kò, san tranblé, épi sé riches rilasyonnel la listwè-yo ofè yo ; konmkwa pies adan yo pa té key sa, konvinabman, déklaré koy « yonn », oben kwè koy « endivizib » ;

Konmkwa sé pep-nasion-an, ki poko ni pies zenstans létatik ki ta yo, pa té key sa kontinié rété adan dé dispozitif ka limité kapasité prezans-o-mond-yo ; épi osi, konmkwa yo pou pran tout dispozision senbolik, kiltirel, sosyal, ékonomik ek jiridik yo pé pran pou an rifondasion étjitab di sé rapò-a yo ni an épi lé puisans désizionnel ; sé pou sa, yo-tout-la ja tou kalifié pou fè-Péyi adan lawonn sé dives prezans-lan ka fondasé entèlijans li monn ;

ADAN LAREL-TALA, NOU KA DÉKLARÉ TOU

Konmkwa lé solidarité – brazon ek limiè sé listwè komen nou-an ka nouké a – key ni pou et asenni ek, an menm balan-an, ranfòsé bon kalté ranfòsé a.

Épi osi, ki adan tout sé dispozitif-la ka gouvelnen rapò nou ka ni épi dé-sèten puisans désizionnel, yo rikonnet responsabilité-a nou ka ni an diektiman anlè tout chwa, tout dézizion, tout zak ka konserné nou chak jou, épi ka konserné divini-nou tou ;

Que ces démocraties et Républiques doivent s'accorder à leurs évidences transculturelles intimes et s'unir sans trembler aux richesses relationnelles que leurs histoires leur ont offertes ; qu'aucune d'entre elles ne saurait donc, déceimment, se déclarer « une », ou se penser « indivisible » ;

Que les peuples-nations, encore dépourvus d'expression étatique, ne sauraient être maintenus dans des dispositifs qui limitent les capacités de leur présence au monde ; et que toutes dispositions symbolique, culturelle, sociale, économique et juridique doivent être prises en vue d'une refondation équitable de leur rapport à toutes puissances décisionnelles ; et qu'à ce titre, ils ont tous vocation immédiate à faire-Pays dans le concert de ces présences diverses qui fondent l'intelligence du monde ;

DANS CETTE PERSPECTIVE, NOUS DÉCLARONS ENCORE

Que les solidarités nouées par les ombres et lumières de nos histoires partagées, devront être assainies et, par là-même, solidement renforcées ;

Que dans tous les dispositifs qui régissent nos rapports à des puissances décisionnelles, soit reconnue notre responsabilité directe sur les choix, les décisions, les mises-en-œuvre qui nous concernent au quotidien et qui concernent nos devenir ;

DI LA, NOU KA MANDÉ MOUN SÉ PÉYI-NOU-AN

Kréyé adan fanmi-yo, kartié-yo, lakomin-yo, réjion-yo, adan tout espas transnasionnal,
 dé zespas-bokantaj ek démokozé alantou nosion responsabilizasion-taa ;
 Konsivrè, aji, déklanché kon sa adan lavi touléjou nou dé toubonvré « lakou politik »
 oti key pé net dé fos inovatez, kapablitè fò ek dé lespérans ajisant ;

POUTOUTANFINI, NOU KA ANGAJÉ

fanm, nonm épi tout non yo ka ba yo pòté ;
 tout òganizasion “ékléré” ;
 tout kréyatè, powet/powétes, dansè.ez, chantè.ez, kontè.ez ek misizien.ièn ;
 jan lé Bel-let ek jan la-filozofi ;
 moun la-Santé, lé sians ek lé teknik ;
 responsab administratif, inivèsité ek politik ;
 moun an-konsians ek himanis ;
 zadoratè la-Belté,
 moun san wotasion ki bon konpè épi lidé an mié-ba-Lom adan badjoum orizontal le-vivan...

A SOUTJENN TRAVAY-RESPONSABILIZACION-AN KI LA KA FET ADAN SÉ PÉYI-NOU-AN

Pou planet-la éti nou ka viv ansanm-ansanm lan pa kontanté koy di pies mwensisman, di pies pep oubliyé, pies malkonduit ;

DÈS LORS, NOUS APPELONS LES GENS DE NOS PAYS

A créer dans leur famille, leur quartier, leur commune, leur région, dans tout espace transnational,
 des espaces d'échanges et de discussions autour de cette notion de responsabilisation ;
 A penser, à agir, à déclencher ainsi dans notre vie quotidienne de vrais « lieux politiques »
 où pourront naître des forces novatrices, des capacités fortes et d'actives espérances ;

ENFIN, NOUS ENGAGEONS

les femmes, les hommes et toutes leurs occurrences ;
 toutes les organisations éclairées ;
 tous les créateurs, poètes, danseurs, chanteurs, conteurs et musiciens ;
 gens de lettres et philosophes ;
 personnes de la Santé, des sciences et des techniques ;
 responsables administratifs, universitaires et politiques ;
 gens de conscience et humanistes ;
 fervents de la Beauté ;
 amis très simples d'un mieux-humain dans l'horizontale plénitude du vivant...

À SOUTENIR LES PROCESSUS DE RESPONSABILISATION EN COURS DANS NOS PAYS

Pour que la planète de notre vivre-ensemble ne s'accommode d'aucune minoration, d'aucun peuple oublié, d'aucune indignité ;

FAIRE-PAYS

Konmkwa planet-la pé bénéfisié konsayéya di partisipasion tout fanm, tout nonm, di entèlijans tout fanm, tout nonm, adan épanisman sé kapasité inisiativ-la, inovasion-an, lakontanman-an épi zélaj-la tout fanm, tout nonm ka ni an.



Primié siyati

GWADLOUP | LA-GIYÀN | MATNIK | LA-RÉYINION | DOT ANKÒ...

ÉLOGE DE LA RESPONSABILISATION

Qu'elle puisse bénéficier ainsi de la participation de toutes et de tous, de l'intelligence de toutes et de tous, dans l'épanouissement des capacités d'initiative, d'innovation, de joie et d'enthousiasme de toutes et de tous.



Premières signatures

GUADELOUPE | GUYANE | MARTINIQUE | LA RÉUNION | AUTRES...

GUADELOUPE	GUYANE		MARTINIQUE Patrick CHAMOISEAU, <i>écrivain</i>	LA RÉUNION
------------	--------	--	---------------------------------------------------	------------

Remerciements

Tous mes remerciements aux membres de l'Atelier des Socios (Serge Domi, Hector Élisabeth, Danièle Laport, Philippe Palany), pour leurs éclairages, soutiens critiques, réflexions et relectures attentives.

Patrick CHAMOISEAU



Le teneur

© K.Éditions, Le teneur, 2023

Conception © Jean-Marc Rosier

Mise en page : Kno.972 & Kiron Key

Février 2023